

PG H6 LA MISE EN OEUVRE DU PROJET REPUBLICAIN

Introduction : Depuis le déclenchement de la période révolutionnaire en 1789, la vie politique française est marquée jusqu'en 1870 par une grande instabilité : pas moins de 7 constitutions différentes, avec alternance de républiques, monarchies constitutionnelles, empires... Les deux précédents régimes républicains se sont avérés incapables de s'inscrire dans la durée et ont chacun débouché sur des régimes impériaux autoritaires. L'abdication de l'empereur Napoléon III, capturé dans la ville de Sedan par les Prussiens le 2 septembre 1870 ouvre un autre épisode de cette succession de régimes. Napoléon III abdique en faveur de son fils mais dans la nuit du 3 au 4 septembre, les députés du Corps Législatif proclament la naissance de la III^e République, nouveau régime fragile dans une France en guerre et une capitale encerclée dès le 19 septembre. Pourtant, cette république menacée et considérée par Thiers comme « le régime qui nous divise le moins » va progressivement s'imposer.

Problématique : Comment le régime républicain se met-il en place et s'enracine-t-il malgré les oppositions qu'il rencontre ?

I. La conquête du pouvoir par les Républicains (1870-1879).

A. Un pays déchiré et occupé.

La guerre contre la Prusse :

Déroute de l'armée française face aux troupes prussiennes : Napoléon est fait prisonnier et abdique. Les députés républicains en profitent pour proclamer la déchéance de l'empereur, et proclamer la République.

La toute jeune république est entre les mains d'un gouvernement de Défense Nationale dirigé par Gambetta qui tente d'inverser le rapport de force contre la Prusse. Fin septembre, la ville de Paris est encerclée par les Prussiens. Le gouvernement se réfugie à Tours (fuite en ballon) pour mobiliser le pays. Face aux échecs militaires et à l'agitation révolutionnaire qui touche les grandes villes, le gouvernement fait le choix de signer le 28 janvier 1871 un armistice puis le 18 mai 1871 une paix aux conditions très dures : annexion de l'Alsace et d'une partie de la Lorraine, une indemnité de guerre de 5 milliards de franc-or. Les premières élections du 8 février 1871 aboutissent à une majorité royaliste (camp républicain divisé / monarchistes favorables à la paix rassurent) et la débâcle des Républicains liés à la guerre. Adolphe Thiers est nommé chef de l'exécutif [hostilité constante à la guerre, âge vénérable de 74 ans, engagement pour les libertés, défense de l'ordre]

La Commune de Paris : A Paris, la tension est très forte. Le siège fixé à Versailles, l'acceptation par Thiers et l'assemblée de la demande allemande d'occuper temporairement la capitale et de défiler sur les champs Elysées, sont très mal perçus. Après un hiver très difficile, la capitale, encerclée et bombardée par les Prussiens, a tenu bon mais se sent trahie par l'armistice puis par la majorité royaliste. A chaque décision de l'assemblée, des Parisiens en nb croissant protestaient et s'organisaient. Le 18 mars 1871, le gouverneur de Paris a pour objectif de confisquer l'artillerie (et notamment les canons de Montmartre). Les deux généraux qui avaient commandé l'opération furent exécutés. Un mouvement républicain révolutionnaire se met en place et les parisiens nomment leur propre gouvernement : la Commune de Paris est élue par la population parisienne. Elle veut la poursuite de la guerre et la mise en place de profondes réformes sociales et démocratiques.

Parmi les communards, Louise Michel, institutrice s'impose comme une grande figure de la révolution. Le gouvernement de Thiers, installé à Versailles, envoie début avril plus de 100 000 soldats pour reprendre le contrôle de la capitale. Du 21 au 28 mai 1871, c'est la semaine sanglante qui fait 25 000 victimes. Célèbre bataille du 27 mai au cimetière du Père-Lachaise (150 fédérés fusillés contre le mur

d'enceinte). Paris est en feu. La der barricade tombe le 28 mai, rue Oberkampf. La commune de Paris dura 60 jours avant son écrasement total par les troupes versaillaises.

Répression judiciaire : 24 conseils de guerre, 36 000 individus jugés dont 819 femmes et 538 enfants. Plus de 10 000 condamnations (la 1/2 prison ; 93 à la mort ; 251 travaux forcés ; 4586 déportation). Louise Michel est arrêtée et déportée en Nouvelle-Calédonie.

B. Monarchie ou République ?

Après la ratification du traité de paix avec la Prusse par l'Assemblée, Thiers s'employa à payer le + rapidement possible l'indemnité de guerre de façon à obtenir la libération du territoire.

Mais ... gros pb : incapacité de cette majorité monarchiste à s'entendre sur le nom du futur souverain et sur une forme de gouvernement

L'Assemblée est contrôlée par les Royalistes mais ceux-ci sont profondément divisés : entre les Légitimistes ultras, partisans des successeurs de Charles X (Henri V) renversé en 1830 plus conservateurs, des légitimistes libéraux (monarchie parlementaire et drapeau tricolore) et les Orléanistes partisans des successeurs de Louis Philippe renversé en 1848 et plus modérés, des bonapartistes.....

Le refus d'adopter le drapeau tricolore par le Comte de Chambord (favorable à la monarchie de droit divin), héritier du trône aboutit à l'élection de Mac Mahon à la présidence de la République en 1873, noble, royaliste, qui a participé à la répression de la Commune. La durée du mandat du président est fixée à 7 ans pour permettre la mise en place des conditions favorables à la Restauration de la monarchie. Mise en place d'une politique d'ordre moral. Objectif : phase préparatoire au rétablissement de la monarchie. (politi ultra religieuse. Eglise = instrument du contrôle social).

Oppositions républicaines de + en + vive, autonom des libertés. Leaders républicains harcelés par le pouvoir, presse muselée...

Les Républicains parviennent progressivement à reprendre la main dans la Chambre des députés. En 1875, les Républicains et les monarchistes libéraux s'accordent pour fixer les institutions de la République et votent à une voix près l'interdiction du retour à la monarchie (amendement Wallon)

En février 1876, les Républicains gagnent les élections législatives et débutent un bras de fer avec le président Mc Mahon qui dissout la chambre des députés en octobre 1877. Les Républicains emportent à nouveau les élections et Mc Mahon doit finalement démissionner en 1879. Il est remplacé par Jules Grévy, un républicain modéré. La République est aux mains des républicains.

II. L'enracinement de la République (1879-1914)

A. Une démocratie parlementaire.

Les institutions de la IIIe République instaurent une démocratie parlementaire dans laquelle le Président de la République ne joue qu'un rôle mineur. Ainsi, le président Grévy renonce au droit de dissolution de la Chambre des députés. Le pouvoir se trouve entre les mains des députés qui font voter une série de lois établissant les libertés individuelles :

- 1881 : lois sur la liberté de la presse et liberté de réunion.
- 1884 : liberté syndicale et élections municipales au suffrage universel masculin.
- En 1884 toujours la loi assure que « la forme républicaine du gouvernement ne peut faire l'objet d'une proposition de révision », interdisant tout retour à la monarchie ou à l'Empire.

Cependant, le droit de vote reste toujours interdit aux femmes, malgré les mobilisations féministes comme l'Union française pour le suffrage des femmes qui regroupe 12000 adhérentes en 1914.

B. Construire une nouvelle nation.

Symboles et fêtes républicaines : Le régime républicain met en place une culture politique républicaine basée sur les symboles de la Révolution Française :

- La Marseillaise devient l'hymne national en 1879
- La première fête nationale est célébrée le 14 juillet 1880.
- Le drapeau tricolore, la devise « Liberté, Égalité, fraternité » et le buste de Marianne, symbole de la République, sont placés dans tous les bâtiments publics.

Le 22 mai 1885, Victor Hugo, grand écrivain et figure républicaine, meurt à l'âge de 83 ans. Monarchiste dans sa jeunesse, il a soutenu la II^e République avant de devenir le grand opposant à Napoléon III et de s'exiler avant de faire un retour triomphal sous la III^e République. La chambre des députés vote l'organisation de funérailles nationales et son inhumation au Panthéon qui devient un temple de la République.

Laïcisation de la société : L'école doit servir à la jeune République pour inculquer les symboles et laïciser la société, c'est-à-dire la détacher de l'influence catholique (qui soutient la monarchie...). Le ministre de l'Instruction Publique Jules Ferry fait voter en 1881-1882 une série de lois qui rendent l'école primaire obligatoire, gratuite et laïque pour les enfants de 6 à 13 ans. La loi d'association de 1901 qui oblige la déclaration des organisations et l'exclusion de congrégations, suscite à son tour des tensions. Cette laïcisation aboutit en 1905 à la loi de séparation des Églises et de l'État qui met fin au Concordat de 1801. La République ne reconnaît aucun culte mais garantit le libre exercice des religions. Même si cette loi provoque des tensions très importantes (crise des inventaires), elle marque la fin d'un siècle de conflits autour de la question religieuse et de l'État.

Construire les citoyens français : Les programmes scolaires sont centrés sur les sciences, la géographie de la France, sa langue qui devient la seule autorisée, l'histoire. Les instituteurs, véritables « hussards noirs de la République » (Charles Péguy 1913) doivent former de futurs citoyens dans les valeurs de la République française avec deux ennemis : la religion et les Allemands. Par la loi de 1889, le service militaire de deux ans devient obligatoire pour tous les jeunes hommes et va permettre un brassage social au sein des régiments, avec un esprit de revanche sur l'ennemi allemand.

III. Les oppositions au modèle républicain proposé.

A. Les ennemis du régime républicain.

La crise boulangiste (1887-1889) : Alors que la France traverse une crise économique importante, le mouvement boulangiste rassemble des mécontents de tous les milieux opposés à la III^e République parlementaire, notamment des bonapartistes et des légitimistes. Il propose la candidature du Général Boulanger, un temps Ministre de la Guerre, aux élections législatives partielles. Les boulangistes veulent un pouvoir exécutif fort et veulent la guerre contre l'Allemagne. Face à la crainte d'un coup d'état, les Républicains font bloc et poussent le Général Boulanger à l'exil en 1889.

Le mouvement anarchiste : En 1892 éclate le scandale de Panama qui met en cause de nombreux députés républicains dans la faillite de la compagnie chargée de construire le canal de Panama. Face à la misère et aux inégalités sociales, les anarchistes se lancent dans l'action violente. Les anarchistes qui rejettent toute forme de domination (Église, État), décident de s'attaquer au pouvoir :

- En 1893, Auguste Vaillant lance une bombe dans la Chambre des Députés en pleine séance
- En 1894, l'anarchiste Caserio assassine le Président Sadi Carnot à Lyon.

Ces attentats entraînent une répression féroce du pouvoir avec des arrestations et une chasse aux anarchistes. La liberté de la presse est limitée.

B. L'antisémitisme.

L'affaire Dreyfus : Le capitaine Dreyfus, accusé à tort d'espionnage au profit de l'Allemagne, est condamné en 1894 à la déportation à vie. Dès 1898, des doutes sévères apparaissent quant à la culpabilité de Dreyfus. Alors que la presse antisémite et xénophobe se déchaîne contre ce juif alsacien, Émile Zola dénonce une erreur judiciaire dans son article « J'accuse », paru dans le Journal l'Aurore en janvier 1898. Zola est jugé pour ses propos et utilise son procès pour dénoncer les erreurs et les fausses preuves fabriquées pour condamner Dreyfus. A nouveau condamné en 1899, Dreyfus est gracié par le Président et est finalement réhabilité en 1906.

Dreyfusards et antidreyfusards : Les deux camps qui se déchirent autour de la culpabilité de Dreyfus s'organisent au sein de ligues :

- La Ligue des Patriotes de Paul Déroulède antidreyfusarde et antisémite qui s'appuie sur le journal d'Édouard Drumont « La Libre Parole ».
- La Ligue d'Action française de Charles Maurras.
- La Ligue des Droits de l'Homme créée en 1898 pour la défense de Dreyfus.

Le mouvement antidreyfusard regroupe des opposants à la République, des antisémites, des nationalistes et des catholiques qui veulent mettre fin à la République. En 1899, un gouvernement de défense républicaine se met en place contre l'extrême droite. En 1901, le Parti Radical est créé pour consolider les valeurs républicaines. La victoire des Dreyfusards permet la consolidation de ces valeurs.

Les radicaux qui dominent l'Assemblée font voter les lois de 1901 (association) et de 1905 sur la séparation des églises et de l'État pour lutter contre les antidreyfusards et les catholiques opposés à la République.

C. Un mouvement ouvrier puissant.

Après la répression de la Semaine Sanglante sur les Communards, le mouvement ouvrier s'est constitué autour des syndicats, autorisés à partir de 1884, et de partis socialistes. La branche anarchiste lutte violemment contre le pouvoir (attentats de 1893 et 1894). Elle est à l'origine de la création de la CGT (confédération générale du Travail) qui prône un syndicalisme révolutionnaire et veut faire du syndicat une arme contre le capitalisme et le pouvoir de la bourgeoisie. Marqués par l'affaire Dreyfus et l'antisémitisme, une partie des socialistes se rapproche de la majorité radicale. En 1905, la SFIO est créée sous la direction de Jean Jaurès. Elle réunit les socialistes qui acceptent d'utiliser la démocratie parlementaire pour détruire le capitalisme.

Le monde ouvrier est donc puissant mais divisé entre :

- Les socialistes révolutionnaires regroupés autour de la CGT qui veulent détruire le capitalisme par la révolution
- Les socialistes réformistes regroupés autour de la SFIO qui veulent renverser le capitalisme en utilisant la démocratie.

CONCLUSION : Née dans la douleur et la guerre, longtemps fragile et menacée par les Monarchistes, la IIIe république s'est progressivement installée, créant une citoyenneté associant démocratie, république et valeurs françaises. Cette République a longtemps été menacée, notamment au travers de la crise de l'affaire Dreyfus qui a profondément changé le paysage politique de la IIIe République. Les oppositions au système républicain restent nombreuses en 1914, poussant le pouvoir à affirmer un nationalisme républicain puissant.

Charles Louis Napoléon Bonaparte, dit **Louis-Napoléon Bonaparte**, né le 20 avril 1808 à Paris et mort le 9 janvier 1873 à Chislehurst (Royaume-Uni), est un monarque et un homme d'État français. Il est à la fois l'unique président de la Deuxième République, le premier chef d'État français élu au suffrage universel masculin, le 10 décembre 1848, le premier président de la République française, et après la proclamation de l'Empire le 2 décembre 1852, le dernier monarque du pays sous le nom de **Napoléon III**, empereur des Français.

Troisième fils de Louis Napoléon Bonaparte, dit Louis Bonaparte, roi de Hollande, et d'Hortense de Beauharnais, il naît prince français et prince de Hollande : neveu de l'Empereur Napoléon Ier, il est à la fois neveu et petit-fils de l'Impératrice Joséphine de Beauharnais (sa grand-mère maternelle). Exilé après la chute de l'Empire, conspirateur avec son frère aîné pour l'unité italienne, il devient héritier présomptif du trône impérial après les morts successives de son frère aîné Napoléon-Louis en 1831, et de son cousin le duc de Reichstadt (Napoléon II, roi de Rome) en 1832.

Ses premières tentatives de coup d'État, mal préparées (Strasbourg en 1836, Boulogne-sur-Mer en 1840), échouent. Condamné à l'emprisonnement au fort de Ham, dont il s'évade en 1846, il est élu représentant du peuple après la révolution française de 1848 puis président de la République. Son coup d'État du 2 décembre 1851 lui permet un an plus tard de restaurer l'Empire en devenant Empereur des Français, mettant ainsi fin à la Deuxième République. Face à l'opposition des républicains, des libéraux tels Adolphe Thiers, de certains monarchistes et des catholiques (après l'unité italienne), il donne à son pouvoir la forme d'un « Empire autoritaire » qui s'atténue après 1859 pour laisser place, progressivement, à un « Empire libéral ».

La philosophie politique qu'il met en place, et qu'il présente dans ses *Idées napoléoniennes* et dans *De l'extinction du paupérisme* (1844), est une synthèse d'un bonapartisme mêlé à du romantisme, du libéralisme autoritaire, et du socialisme utopique. Le règne de cet admirateur de la modernité britannique est marqué par un développement industriel, économique et financier sensible, porté par une forte croissance mondiale qu'illustre la transformation de Paris sous l'autorité du préfet Georges Eugène Haussmann.

Sa politique extérieure vise à restaurer la puissance française en Europe et dans le monde. Il rompt l'isolement diplomatique voulu au congrès de Vienne par trois puissances de la Sainte-Alliance, son entente avec la Grande-Bretagne lors de la guerre de Crimée contre la Russie, son soutien aux mouvements nationaux en particulier lors de l'unité italienne contre l'Empire d'Autriche, et ses diverses opérations outre-mer parfois en coalition avec la Grande-Bretagne permettent l'agrandissement du territoire (Nice, Savoie) ainsi qu'une expansion coloniale et commerciale. Elle provoque cependant l'hostilité du royaume de Prusse et subit un échec au Mexique.

Les tensions avec la Prusse aboutissent au piège de la dépêche d'Ems et à la guerre franco-allemande de 1870, qui scelle la fin du Second Empire. Le 2 septembre 1870, Napoléon III est capturé lors de la bataille de Sedan. Le 4 septembre 1870, la Troisième République est proclamée. Napoléon III part en exil en Angleterre, où il meurt en janvier 1873.

La vive hostilité de Victor Hugo à l'égard de Napoléon III, exprimée dans ses œuvres et sa correspondance, les multiples pamphlets et ouvrages critiques de divers auteurs (Henri Rochefort, Maurice Joly, etc.) et les articles d'une partie de la presse politique contemporains contribuent à ce que de nombreux historiens qualifient de « légende noire » autour de Napoléon III et du Second Empire.

L'œuvre économique et sociale du Second Empire est mise en valeur par l'historiographie officielle dès le début du ^{xx}e siècle, mais la révision du jugement historique porté sur Napoléon III lui-même est plus lente. Après la Seconde Guerre mondiale, des travaux d'historiens — notamment ceux effectués par Adrien Dansette et Louis Girard — vont dans le sens d'une réhabilitation de Napoléon III et marquent une nette rupture historiographique dans la perception de celui qui est le dernier monarque français et le premier président de la République française.

Guerre franco-allemande de 1870

Les tensions avec la Prusse sont avivées quand le prince Léopold de Hohenzollern se porte candidat le 21 juin 1870 à la succession d'Espagne, vacante depuis deux ans, ce qui provoque des inquiétudes dans plusieurs chancelleries européennes : un Hohenzollern sur le trône espagnol placerait la France dans une situation d'encerclement proche de celle de l'époque de Charles Quint.

Le prince retire sa candidature le 12 juillet 1870³⁷⁴, mais le gouvernement de Napoléon III subit la pression des belliqueux : une partie de la presse de Paris et de la Cour, ainsi que des opposants de droite ou de gauche³⁷⁵. Il exige un engagement écrit de renonciation définitive et une garantie de bonne conduite de la part de Guillaume Ier. Le Roi de Prusse confirme la renonciation de son cousin sans se soumettre à l'exigence française.

Cependant, pour Bismarck, une guerre contre la France est le meilleur moyen de parachever l'unification allemande. La version dédaigneuse qu'il fait transcrire dans la dépêche d'Ems de la réponse polie qu'avait faite Guillaume de Prusse confine au soufflet diplomatique pour la France, d'autant plus qu'elle est diffusée à toutes les chancelleries européennes. Tandis que la passion anti-française embrase l'Allemagne, la foule parisienne, excitée par une partie de la presse, réclame la guerre. Bien que tous deux personnellement favorables à la paix et à l'organisation d'un congrès pour régler le différend, Ollivier et Napoléon III, qui ont finalement obtenu de leur ambassadeur la version exacte de ce qui s'était passé à Ems, se laissent dépasser par les partisans de la guerre, dont l'Impératrice Eugénie, mais aussi de ceux qui veulent une revanche sur l'Empire libéral. Les deux hommes finissent par se laisser entraîner contre leur conviction profonde.

Même s'il se dit de nature pacifique, Napoléon III est affaibli par ses échecs internationaux antérieurs et a besoin d'un succès de prestige avant de laisser le trône à son fils. Il n'ose pas contrarier l'opinion majoritairement belliciste, exprimée au sein du gouvernement et au parlement, y compris chez les républicains, décidés à en découdre avec la Prusse, alors que quelques semaines plus tôt il avait hésité à s'opposer à la décision d'Ollivier de réduire le contingent militaire, et ce malgré les avertissements lucides de Thiers³⁷³.

Début du conflit

La guerre est déclarée le 19 juillet 1870. L'armée prussienne a d'ores et déjà l'avantage en hommes (plus du double par rapport à l'armée française), en matériels (le canon Krupp) et même en stratégie, celle-ci ayant été élaborée dès 1866.

Défaite française à Sedan

Les premiers revers d'août 1870 sont imputés à Napoléon III et à Ollivier, ce qui fournit à la Chambre l'occasion de renverser le Premier ministre, à une écrasante majorité, le 9 août 1870, laissant l'Empereur seul sur la ligne de front, qu'elle soit politique ou militaire. Pendant que Napoléon III cherche « la mort sur le champ de bataille », l'Impératrice

Eugénie, régente, nomme le bonapartiste autoritaire Charles Cousin-Montauban, comte de Palikao, à la tête du gouvernement. Sous la pression de l'Impératrice, Napoléon III renonce à se replier sur Paris et marche vers Metz au secours du maréchal Bazaine encerclé. Ses troupes sont elles-mêmes alors encerclées à Sedan. Le 2 septembre 1870, n'ayant pu trouver la mort au milieu de ses hommes, Napoléon III dépose les armes au terme de la bataille de Sedan et tente de négocier les clauses de la capitulation avec Bismarck près du village de Donchery.

Désormais captif, il assiste avec le roi Guillaume de Prusse à l'acte de reddition de l'armée française au château de Bellevue situé près de Frénois, au sud de Sedan. Pendant leur discussion, il assure qu'il n'a pas voulu la guerre mais qu'il y a été contraint par l'opinion publique, ce à quoi le roi Guillaume lui réplique que ladite opinion avait été forgée par le ministère.

Capture de Napoléon III

Le 3 septembre 1870, l'Empereur, désormais prisonnier, quitte définitivement la France pour se rendre en Prusse et y être interné au château de Wilhelmshöhe. Napoléon III est le quatrième souverain français à être capturé sur un champ de bataille.

Chute du Second Empire

Le 4 septembre 1870, à Paris, la foule envahit le palais Bourbon tandis que l'Impératrice Eugénie se réfugie chez le docteur Thomas W. Evans, son dentiste américain, qui organise sa fuite vers l'Angleterre. Le gouverneur de Paris, , reste passif et le régime impérial ne trouve guère de défenseurs, les soutiens traditionnels qu'étaient l'armée et la paysannerie étant trop loin, le traumatisme lié à la capitulation et à la captivité de l'Empereur trop important et la pression populaire à Paris et dans les grandes villes trop forte. Des députés (dont Léon Gambetta et Jules Simon) se rendent à l'hôtel de ville de Paris et y proclament la République. Un gouvernement provisoire qui prend le nom de Gouvernement de la Défense nationale est alors formé.

Dans la plupart des départements français, le nouveau régime républicain est souvent accueilli dans l'indifférence. Dans un premier temps, peu nombreux sont ceux qui prennent la défense de l'Empire, discrédité par la défaite. En captivité, l'Empereur veut assumer sa part de responsabilité dans le déclenchement du conflit qui lui a coûté le trône impérial mais pas en endosser l'entière responsabilité. Dès le 8 septembre 1870, il signe un premier récit intitulé *Conduite de l'Empereur depuis le commencement de la guerre* puis donne des entretiens à la presse écrite, correspond avec Émile Ollivier et publie *Note sur l'organisation militaire de la Confédération d'Allemagne du Nord*³⁹¹ dans laquelle il tente de se justifier et d'expliquer l'enchaînement des faits depuis Sadowa, rappelant notamment son projet militaire (la loi Niel) refusé par le Corps législatif. Bien que discrédité par la défaite, il garde une réelle popularité dans les campagnes où beaucoup de paysans tentent de s'opposer au remplacement de leurs maires en septembre et octobre 1870. Des manifestations bonapartistes ont aussi lieu dans plusieurs départements et provinces, notamment en Normandie, en Charentes, dans le Puy-de-Dôme, dans le Limousin et en Corse. Napoléon III compte en fait sur la réunion des conseils généraux, élus en août 1870, et qui pourraient voter, selon ses espérances et ses renseignements, pour la restauration de l'Empire. Cependant, Gambetta met fin à ses illusions en décrétant la dissolution de ces conseils. Il compte alors sur une éventuelle consultation directe du peuple sur la nature du prochain régime par les autorités françaises pour rétablir la situation tandis que le nouveau système de scrutin par liste lamine les bonapartistes, obligés non seulement de faire liste commune avec les monarchistes mais de le faire en rang modeste, ce qui ne permet le retour que de 20 de leurs élus sur 675 à la Chambre.

Le 1er mars 1871, l'Assemblée nationale, qui s'est réunie à Bordeaux, vote la déchéance officielle de Napoléon III et de sa dynastie, le déclarant « responsable de la ruine, de l'invasion et du démembrement de la France ». Seuls six parlementaires votent contre³⁹⁵. L'Empereur ainsi déchu proteste, accusant l'Assemblée d'outrepasser ses pouvoirs, de se substituer à la volonté de la Nation et réclame un plébiscite.

Exil et mort en Angleterre

Le 19 mars, Bismarck met fin à sa captivité. Il décide alors de rejoindre ses proches en Angleterre où il retrouve son épouse et son fils, installés à Camden Place, une gentilhommière de style georgien, à Chislehurst, à une vingtaine de kilomètres au sud-est de Londres. Il y reçoit de nombreuses visites à commencer par la Reine Victoria, le prince de Galles et le Premier ministre britannique Gladstone. Durant ce nouvel exil britannique, l'ex-empereur écrit beaucoup, notamment un ouvrage intitulé *La France et la campagne de 1870* (publié après sa mort dans son intégralité). Il y prépare également de nouveaux plans pour revenir au pouvoir, rêvant de rééditer à son profit le retour de l'île d'Elbe de son oncle Napoléon Ier.

Problèmes de santé

Mais en décembre 1872, à la suite d'un déplacement à cheval, il est victime d'une nouvelle violente crise urinaire³⁹⁷. William Gull et James Paget, deux médecins anglais appelés en urgence, sondent l'ex-empereur. Ils évoquent une lithiase vésicale (un calcul) et lui conseillent de se faire opérer par le professeur Henry Thomson, alors le meilleur spécialiste anglais de chirurgie de la vessie³⁹⁷ (dix ans plus tôt, il avait opéré avec succès le roi Léopold Ier de Belgique). C'est la première fois que Napoléon III est informé de la maladie dont il souffrait depuis au moins 1866 et qui lui avait été cachée jusque-là³⁹⁷. Deux opérations de la vessie sont effectuées les 2 et 6 janvier 1873 par Sir Henry Thompson^{216,398}.

Mort

Une troisième opération est prévue plus tard, mais son état s'aggrave. Le 9 janvier 1873, à 10 h 45, Napoléon III meurt à l'âge de 64 ans, dans sa résidence de Camden Place³⁹⁶. Près de 60 000 personnes, dont un dixième de Français comprenant une délégation d'ouvriers conduite par Jules Amigues, viennent se recueillir devant le corps et participer à l'inhumation le 15 janvier 1873 à Chislehurst (aujourd'hui dans le *borough* londonien de Bromley)³⁹⁹.

Par la suite, sa veuve Eugénie de Montijo lui construit un mausolée à l'abbaye Saint-Michel (*St Michael's Abbey*) qu'elle avait fondée en 1881 à Farnborough dans le sud de l'Angleterre et où il repose depuis aux côtés de sa femme (décédée en 1920) et de leur fils unique, le prince impérial Louis Napoléon, enrôlé volontaire dans l'armée britannique et tué en juin 1879, à 23 ans, en Afrique du Sud par les Zoulous au cours d'une patrouille lors de la guerre anglo-zouloue^{400,401}.